

part, élu·e

Le site Casier Politique est une base de données des condamnations des personnalités politiques, classées par année, parti et infraction

En savoir plus ...

FERMER

Date

de 2000 à 2030

Parti

Tous LR RN PS UDF

UDI EELV [PLUS](#)

Recours

Tous définitif appel cassation

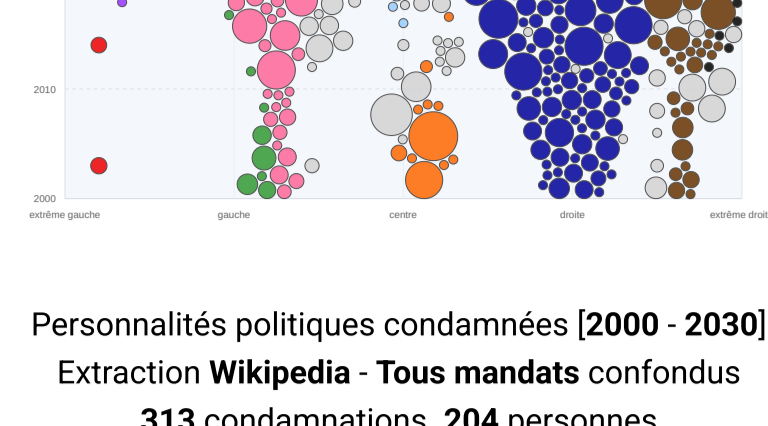
Infraction

Tous Détournement de fonds publics

Abus de bien sociaux Diffamation

Abus de confiance Prise illégale d'intérêt

Injure publique [PLUS](#)



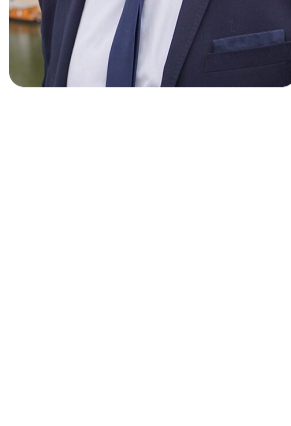
Personnalités politiques condamnées [2000 - 2030]
Extraction Wikipedia - Tous mandats confondus
313 condamnations. 204 personnes

Tri

Date

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

13 14 15 16



Joël Guerriau UDI

2026 Affaire Sandrine Josso
[🕒 en appel]

4 ans (dont 30 mois avec sursis)

5 ans

Agression sexuelle

Droque au MDMA de la députée Sandrine Josso dans l'objectif de l'agresser sexuellement ou de la violer



Marie-France Lorho LS

2025 Détournement de fonds publics et subornation de témoin au détriment de l'Assemblée nationale [🕒 en appel]

10000€

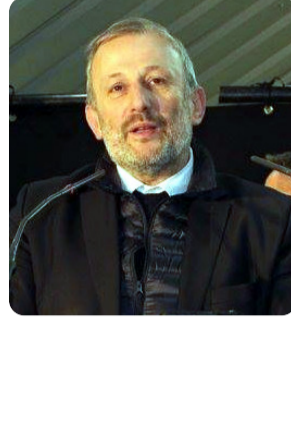
18 mois avec sursis

5 ans

Détournement de fonds publics

Subornation de témoin

Emploi fictif de Yann Bompard comme collaborateur parlementaire auprès de Jacques Bompard puis de Marie-France Lorho, avec détournement de fonds publics et subornation de témoin.



François Pupponi PS

2025 Détournement de fonds publics IRFM

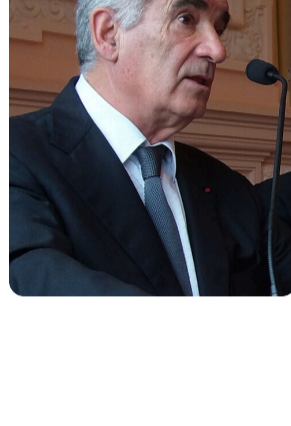
80000€ (dont 40000€ avec sursis)

10 mois avec sursis

5 ans

Détournement de fonds publics

Détournement de fonds publics via l'indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) entre mars 2015 et janvier 2018



Gérard Trémège RPR/UMP/LR

2025 Affaire des « marchés » de Tarbes

75000€

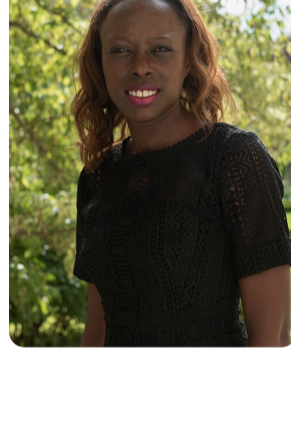
2 ans avec sursis

2 ans

Prise illégale d'intérêt

Favoritisme

Favoritisme et prise illégale d'intérêts dans l'attribution de marchés publics à Tarbes



Sira Sylla LREM

2025 Diffamation

1500€ avec sursis

Diffamation

Condamnation pour diffamation suite à la publication de messages et photos sur X (ex-Twitter) concernant un ancien collaborateur.



Guillaume Delbar RPR/UMP/LR

2025 Affaire de fraude fiscale

3000€

6 mois avec sursis

2 ans

Escroquerie

Participation à un système de défiscalisation frauduleuse entre 2015 et 2020, impliquant escroquerie en bande organisée ; préjudice fiscal personnel de 500 €



Claude Guéant RPR/UMP/LR

2025 Affaire des sondages de l'Élysée [🕒 en appel]

1 ans avec sursis

Favoritisme

Favoritisme dans la passation de contrats entre l'Élysée et des instituts de sondage sans mise en concurrence



Nicolas Sarkozy RPR/UMP/LR

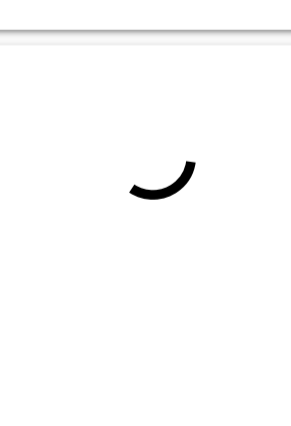
2025 Affaire Sarkozy-Kadhafi [🕒 en appel]

100000€

5 ans ferme

5 ans

Association en vue d'obtenir un financement illégal de la campagne présidentielle de 2007 auprès du régime libyen, avec promesse de contreparties diplomatiques, économiques et judiciaires.



Claude Guéant RPR/UMP/LR

2025 Affaire Sarkozy-Kadhafi

6 ans ferme

Corruption

Corruption passive, faux en écriture et trafic d'influence liés au financement libyen présumé de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007



Brice Hortefeux RPR/UMP/LR

2025 Affaire Sarkozy-Kadhafi [🕒 en appel]

50000€

2 ans ferme

5 ans

Financement illégal de campagne

Complicité de financement illégal de campagne électorale et association de malfaiteurs



Alain Lambert UDI

2025 Centre d'enfouissement de Nonant-le-Pin

60000€ avec sursis

18 mois avec sursis

3 ans

Trafic d'influence en faveur de l'ouverture du centre d'enfouissement de déchets automobiles de Nonant-le-Pin, porté par GDE, durant son mandat de président du conseil général de l'Orne.



Florent de Kersauson FN/RN

2025 Nestadio Capital / Lorient [🕒 en appel]

50000€

2 ans avec sursis

5 ans

Abus de confiance

Faux et usage de faux

Nestadio illégal du fonds Nestadio pour renflouer une société en cessation de paiements (2016–2020)

Jérôme Rivière RN

2025 Affaire de fraude fiscale

90000€

3 ans avec sursis

5 ans

Fraude fiscale

Blanchiment d'argent

Condamnation pour fraude fiscale aggravée et blanchiment via des sociétés-écrans à Hong Kong, préjudice de 400 000 € aux finances publiques.

Henri Jibrayel PS

2025 Violence volontaire en réunion

6 mois avec sursis


Violences

Violences contre deux militants de la France Insoumise, placé en garde à vue en mars 2025, condamné en juillet 2025.

Laetitia Avia LREM

2025 Affaire des anciens assistants parlementaires

6 mois avec sursis


 2 ans

Harcèlement


Condamnation pour harcèlement moral envers cinq anciens assistants parlementaires, incluant des propos racistes, sexistes et homophobes, ainsi que des humiliations publiques et des violations du droit du travail.

François Fillon RPR/UMP/LR

2025 Affaire Penelope Fillon [🕒 en cassation]

 375000€

4 ans avec sursis


 5 ans

Détournement de fonds publics


Détournement de fonds publics pour l'emploi fictif de son épouse Penelope Fillon comme attachée parlementaire, entre 1998 et 2013, ainsi que complicité de recel d'abus de biens sociaux lié à son emploi à la Revue des Deux Mondes.

Hubert Falco Horizons

2025 Affaire du frigo

 30000€

18 mois avec sursis


 5 ans

Détournement de fonds publics

Usage personnel gratuit de la cantine, livraisons à domicile de repas préparés aux frais du Conseil départemental du Var (2002–2018), nettoyage de linge aux frais de la collectivité, heures supplémentaires payées à des agents pour son service personnel ; préjudice estimé >300 000 €.

Michel Vialay RPR/UMP/LR

2025 Affaire des frais et cadeaux indûment remboursés [🕒 en appel]

 20000€

Détournement de fonds publics

Michel Vialay a été condamné pour s'être indûment fait rembourser des frais et cadeaux entre 2014 et 2017.

Hubert Falco Horizons

2025 Injure envers un journaliste


 1000€

Injure publique

Injures proférées contre le journaliste Simon Fontvieille lors de la commémoration des 79 ans de la libération de Toulon, le 28 août 2023.

Ary Chalus GUSR

2025 Affaire de financement illégal de campagne régionale 2015 [🕒 en cassation]

 25000€

15 mois avec sursis

 2 ans

Irrégularité compte campagne

Abus de confiance

Soupçons de dépassement du plafond légal de dépenses de campagne, détournement de fonds d'une association, emploi fictif, et système de contrôle des votes lors des élections régionales de 2015 en Guadeloupe.